

LA CHINE POPULAIRE AUJOURD'HUI, RETOUR AU SAINT-SIMONISME ?

Par

Jean Sagnes*

Si la démonstration du rôle de plus en plus important joué par la Chine dans le monde n'est plus à faire, il n'est peut-être pas sans intérêt de tenter une explication de l'évolution de ce pays en matière économique au cours de ces dernières années, évolution qui continue d'intriguer maint observateur. En effet, la Chine communiste, qui incarnait il n'y a pas si longtemps un marxisme pur et dur, est devenue en quelques années un pays où l'économie de marché connaît un développement impétueux. On voit généralement dans cette évolution soit un simple opportunisme, soit la manifestation du nationalisme, soit encore la conjonction de ces deux phénomènes. Sans exclure la réalité de ces motivations, il est peut-être intéressant de situer cette évolution dans l'histoire du socialisme dont se réclament les dirigeants chinois.

En tant que socialisme, le communisme marxiste a pour point de départ la reconnaissance dans les sociétés contemporaines d'une exception ouvrière, conséquence de la révolution industrielle. Les partis se réclamant du marxisme adoptent alors des dénominations (parti ouvrier, parti socialiste, parti communiste, parti du travail) proclamant bien haut leur préoccupation première à savoir l'amélioration de la « classe ouvrière ». Pour Marx, la libération du prolétariat ne peut venir que de lui-même, par son organisation, par la prise du pouvoir, par la socialisation des moyens de production et la destruction du capitalisme. Ce programme, la révolution chinoise entreprend de l'appliquer à partir de 1949 non sans succès aussi bien dans le domaine économique (naissance d'une industrie lourde, mise en valeur des richesses naturelles) que dans le domaine social (élévation du niveau culturel, émancipation de la femme, amélioration de la santé publique) certes au prix de bien de limitations des libertés démocratiques.

Mais le système montre bientôt ses limites (stagnation de la production, difficulté voire incapacité à entrer dans la modernité, retard social persistant notamment dans les campagnes). Les dirigeants chinois, plus particulièrement Mao Dzé Dong, réagissent alors par un recours systématique à un volontarisme toujours plus poussé à travers le Grand bond en avant puis par la Révolution culturelle avec les immenses dégâts humains que l'on sait sans pour autant que le pays se modernise et que soient réglés les problèmes sociaux. Quelques décennies après, les soviétiques tentent eux aussi, avec Gorbatchev, de sauver le même système de la sclérose par une libéralisation politique qui ne réussit qu'à déboucher sur l'implosion de l'URSS et des pays de l'Europe orientale.

C'est à partir de ce double échec que les dirigeants communistes chinois s'engagent dans une troisième voie : celle de l'utilisation de l'économie de marché au profit du socialisme. Voie paradoxale, voie contre nature pour les tenants du socialisme ? Ce n'est pas si sûr et on n'a pas oublié les années de la Nouvelle politique économique (NEP) de la Russie soviétique. Toutefois, la durée de l'expérience dans ce pays avait été limitée. En Chine, les choses prennent une toute autre ampleur, même si personne ne peut préjuger de leur durée, et cela nous ramène à la première moitié du XIXe siècle lorsque l'utilisation de l'économie de marché au profit du socialisme était au cœur du saint-simonisme. En ce sens, la politique chinoise actuelle peut être interprétée aussi comme un retour à Saint-Simon. C'est en effet Saint-Simon qui, après Robert Owen, invente, autour de 1820, cette exception ouvrière qui constitue le cœur de tout socialisme. Etre socialiste depuis Saint-Simon c'est vouloir améliorer le sort de la « classe qui n'a pas d'autres moyens d'existence que le travail de ses bras » c'est-à-dire les ouvriers.

Or Saint-Simon n'attend pas l'amélioration de la situation des ouvriers de leur organisation et encore moins de la révolution ou de la collectivisation. Il l'attend du développement de l'« industrie », mot employé au sens générique de « moyens de production » car, pour lui, l'opposition principale dans la société, n'est pas à l'intérieur du groupe qu'il désigne sous le terme d'« industriels » (ouvriers et chefs d'entreprise) mais entre les « frelons » (oisifs, parasites) et les « abeilles » (« industriels »). En d'autres termes, Saint-Simon entend mettre

l'économie de marché au service du socialisme car de l'abondance des biens sortira l'amélioration de la situation matérielle du plus grand nombre notamment des ouvriers. Et c'est bien ainsi que l'entendront la plupart de ses disciples ou de ses continuateurs comme Michel Chevalier, Infantin ou encore Napoléon III, tandis que Buchez et ses amis de *L'Atelier* prôneront une autre voie, celle de l'association ouvrière.

À vrai dire, bien des socialistes autres que saint-simoniens n'ont pas été insensibles aux vertus de l'économie de marché qui sont implicitement reconnues aujourd'hui dans les « batailles pour l'emploi » menées dans les pays d'économie libérale par des adversaires déclarés de celle-ci. C'est cette voie de l'utilisation de l'économie de marché au service du socialisme, voie saint-simonienne par excellence, qu'ont choisi les dirigeants chinois en favorisant le développement du secteur privé dans des conditions absolument inédites depuis la révolution de 1949.

De plus, la Chine s'ouvre à nouveau au monde et en particulier à la France. Déjà, dans les années 1920, de nombreux étudiants-ouvriers chinois étaient venus en France se mettre à l'école de la modernité. Certains, comme Chou En Lai, Deng Tsao Ping ou encore Chen Yi y avaient rencontré le marxisme. Aujourd'hui, des milliers d'étudiants chinois viennent à nouveau en France et dans d'autres pays occidentaux mais cette fois ils ne travaillent pas en usine, fréquentent les campus des universités et viennent d'un pays où le marxisme est toujours, au moins officiellement, l'idéologie officielle. Il s'agit pour eux d'élargir leurs connaissances, de s'initier aux langues, sciences et techniques de l'Occident et ensuite de revenir en Chine. De plus, les contrats fructueux signés avec les plus modernes des sociétés occidentales ont pour corollaire un transfert de technologie qui fait progresser le pays dans les domaines les plus divers.

Malgré l'apparition de phénomènes négatifs notamment dans les campagnes, qui ne sont pas sans rappeler le développement du paupérisme dans les pays d'Europe occidentale en pleine révolution industrielle durant la première moitié du XIXe siècle, et en faisant abstraction des conséquences encore largement imprévisibles de la crise économique mondiale, cette méthode a déjà donné des résultats

spectaculaires : la croissance est au rendez-vous, le niveau de vie augmente, les villes se transforment, le comportement des citoyens est de plus en plus semblable à celui des citoyens des grandes villes occidentales. Pour reprendre les mots d'Alain Peyrefitte, la Chine s'est éveillée.

* Jean Sagnes est professeur d'histoire émérite à l'université de Perpignan Via Domitia.

Texte inédit (Novembre 2014)